



## **OCEANIE / ILES SALOMON - « NE PERDONS PAS LA DERNIERE OCCASION POUR SAUVER LA NATION ! » : APPEL A LA POPULATION ET AU PARLEMENT DES ILES SALOMON, PASSEES EN QUELQUES ANNEES DE LA PROSPERITE A L'ILLEGALITE HABITUELLE**

Honiara (Agence Fides) – Un appel a été lancé à la population et aux autorités des îles Salomon, un Pays en proie à la criminalité et contraint de demander de l'aide à l'Australie sa voisine pour restaurer une situation de légalité. D'après un laïc catholique actif, M. John Roughan, c'est là la dernière occasion pour les Iles Salomon pour redresser le cap.

Il est très actif dans la société et dans la société : Conseiller du SIDT (« Solomon Islands Trust Development »), institut qui a différentes activités (alphabétisation, promotion de la femme, service médical, sensibilisation sur les devoirs du gouvernement) qui sont réalisées à tous les niveaux, et même dans les villages ; il est aussi secrétaire pour l'Education de l'Archidiocèse de Honiara, et a publié de nombreux articles sur des quotidiens et des périodiques. Dans son dernier article « Solomon's last chance ! », publié par le « Solomon Star », M. Roughan déclare : « au lieu de nous préparer pour une grande célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance au début du mois prochain, nous sommes dans l'attente, avec un mélange étranger d'espérance et de peur ».

Ce petit pays de l'Océan Pacifique, Protectorat britannique depuis 1890, indépendant en 1978, va à la ruine non en raison de grandes calamités, d'épidémies ou de désastres naturels, comme tremblement de terre ou cyclone, écrit Roughan, « mais en raison « de l'égoïsme, du vol, de l'assassinat, de la torture et de la haine... Pour reconstruire la nation, les coupables de vol, d'assassinat, de destruction, non seulement doivent cesser ce qu'ils font mais changer de vie, et plusieurs d'entre eux doivent aussi payer pour les crimes commis ».

M. Roughan rappelle que, au moment de l'indépendance, le pays avait devant lui un futur rose : la dette extérieure était presque inexistante, il n'y avait pas de rivalité tribale, pas de guerre, une instruction publique florissante, un service médical qui atteignait même les villages, les jeunes trouvaient du travail sans difficulté. Mais cela n'a pas duré longtemps. Entre 1987 et 1997, une mauvaise gestion des ressources des forêts donnait « de l'argent en masse à quelques-uns » alors que le reste de la population souffrait, et, aujourd'hui, la nation est en proie à l'illégalité.

« Les prochaines années seront la dernière occasion pour éviter la ruine complète », et même si la tâche est immense, il faut garder confiance parce que « le nombre des personnes de bonne volonté est très grand... Les Australiens et les Néo-zélandais arrivent pour nous donner un coup de main, conclut l'article... Mais c'est nous qui devons travailler à présent. Les parlementaires sont informés : ne perdons pas cette occasion ! » (P.S.)

(Agence Fides, 23 juin 2003, 37 lignes, 499 mots)